

La désaffiliation du monde d'en bas et la sécession du monde d'en haut

Christophe GUILLUY¹



Vos premiers travaux ont mis en lumière la notion de France périphérique qui élargissait la réflexion sur les problématiques de la ville au-delà de la question « banlieue ». Ils vous ont conduit à élargir cette réflexion et à penser plus globalement les territoires et les populations qui y résident. Comment voyez-vous aujourd'hui la composition du territoire national, ce qu'elle dit sur les différentes catégories de population et leurs relations réciproques ?

J'ai abordé la question des territoires par les populations et non l'inverse. Il n'y a aucun déterminisme géographique dans mon travail. J'ai débuté par des diagnostics « politique de la ville » en prenant par conséquent en compte la dimension urbaine et en étudiant les catégories populaires, modestes (ouvriers, employés, paysans ; ce que l'on appelait hier le socle de la classe moyenne), à commencer par celles des banlieues. Je me suis rendu compte que je n'avais sous les yeux qu'une fraction des catégories en question et j'ai élaboré des cartes de leur répartition dans l'espace pour faire le constat qu'elles vivaient majoritairement à l'écart des grands centres urbains. Je ne parle pas des pôles urbains tels que les définit l'INSEE. Simplement, si l'on regarde les quinze plus grandes métropoles, on observe qu'une majorité de ces catégories ne vit ni en milieu rural, ni en milieu urbain mais sur un *continuum* qui va du rural à l'urbain, *continuum* sur lequel la typologie classique de l'INSEE ne dit rien non parce qu'elle est fautive, mais parce qu'elle ne prend pas en compte la répartition dans

l'espace de ces catégories spécifiques. J'ai eu alors recours à la notion de « France périphérique » précisément pour ne pas utiliser les termes de rural, urbain ou périurbain et sortir d'une grille de lecture qui n'était plus pertinente. Il s'agissait de trouver un autre terme pour désigner un ensemble particulier constitué de villages, de petites villes et de villes moyennes dont le point commun est une surreprésentation des catégories populaires, celles qui ont subi le plus durement la crise ; les ouvriers en premier lieu mais également les paysans et les petits salariés du tertiaire. On se retrouve ainsi en présence d'un ensemble géographique et social qui comporte des spécificités économiques. Parmi celles-ci, la plus significative est sans doute l'existence dans certains territoires d'une forme de désertification au niveau de l'emploi ou, *a minima*, de stagnation des créations d'emplois. Dans le système actuel, le modèle économique dominant repose sur la concentration des emplois qualifiés et très bien rémunérés dans les très grandes métropoles. C'est, par ailleurs, un modèle totalement mondialisé. Je suis aujourd'hui en contact avec nombre de chercheurs étrangers qui travaillent sur les mêmes problématiques. Si *Le crépuscule de la France d'en haut*² a été traduit aux États-Unis, c'est parce que la France périphérique fait écho chez eux à l'Amérique périphérique. Mais on pourrait tout autant parler de « l'Italie périphérique » avec le Mezzogiorno, ou encore de « l'Allemagne périphérique » avec l'Allemagne

(1) Entretien réalisé par Manuel Palacio, rédacteur en chef des Cahiers de la sécurité et de la justice.

(2) Guilluy (C.), 2016, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Flammarion, 256 p.

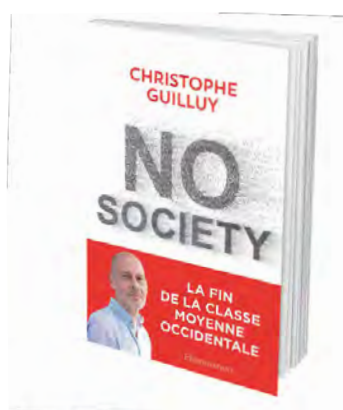
de l'Est. Il s'agit bien d'une logique géographique qui révèle un modèle mondialisé fondé principalement sur une division internationale du travail au sein de laquelle l'ouvrier chinois produit ce que produisait auparavant l'ouvrier européen et celui-ci sera formé à « autre chose ». Mais cette autre chose n'est jamais arrivée et l'on se retrouve face à une polarisation totale de l'emploi dont le corollaire est l'explosion de notre vieille classe moyenne (les « deux Français sur trois » chers à Valéry Giscard d'Estaing). Elle subsiste encore en tant que mythe pour permettre aux grands partis politiques de dire que rien de fondamental n'a changé ; ça dysfonctionne mais à la marge. Et ce mode de pensée est toujours à l'œuvre : « ça dysfonctionne dans certaines banlieues, mais c'est à la marge... ça dysfonctionne dans certaines zones rurales, mais c'est à la marge... et puis, au final, c'est un mouvement qui va dans le sens de l'histoire).

Mais si l'on adopte une vision plus globale des territoires, on va découvrir également certaines zones industrielles et certaines villes moyennes frappées par une désertification commerciale qui n'est pas seulement le résultat de l'implantation des hypermarchés (c'est la vision par le petit bout de la loupe ; en région parisienne les hypermarchés ne menacent pas le système commercial et, de même, les régions les plus dynamiques savent faire coexister plusieurs types de distribution), mais aussi et surtout celui de la désertification au niveau de l'emploi des régions où elles sont situées et où vivent des populations aux faibles revenus, celles qui consomment le moins. Si des commerces ferment dans des villes, cela veut bien dire quelque chose sur le niveau de revenus de leurs habitants ! Il y a donc une tendance forte à la polarisation des territoires, liée à la polarisation de l'emploi elle-même liée à la division internationale du travail et, finalement, à un système mondialisé. C'est pourquoi l'on retrouve les mêmes logiques à l'œuvre quels que soient les modèles concernés. Il est ainsi frappant de voir que des pays comme la Suède ou le Danemark ont les mêmes débats qu'en France sur les modèles économiques et les modèles

d'intégration dans des contextes nationaux très différents du nôtre.

Nous avons longtemps vécu en France sur le mythe du meilleur modèle d'assimilation au monde, or nous vivons la même crise que les pays anglo-saxons dont le modèle d'assimilation est totalement différent. La même remarque peut être faite à propos des pays scandinaves qui se posent aujourd'hui les mêmes questions avec comme résultante les mêmes conséquences politiques.

Les vieux partis maintiennent la fiction d'une classe moyenne majoritaire et continuent à s'adresser à elle, mais celle-ci n'est plus prédominante. Ils ne s'adressent plus d'ailleurs qu'à une petite partie de leur électorat ; pour la droite les retraités et pour la gauche les fonctionnaires, deux catégories issues de cette classe moyenne, mais toutes deux encore un peu protégées de la mondialisation en cours. Ceux qui, en définitive, rafleront la mise sont les partis qui se positionnent en dehors de cette approche et tentent de proposer une nouvelle offre politique à ces catégories, que j'appelle les nouvelles catégories populaires pour ne plus utiliser le terme de « classe moyenne », en calant leur programme sur une demande et non pas l'inverse. La perception la plus largement répandue aujourd'hui sur ces catégories populaires est d'une stupidité totale. Elle consiste à dire qu'il y a des gens qui ne comprennent rien au sens de l'histoire et suivent des personnalités peu recommandables. La réalité est qu'il y a depuis 20 ans une rupture entre le haut et le bas, avec, d'une part, une désaffiliation du monde d'en bas (qui ne se lit pas seulement dans le vote populiste mais aussi dans l'abstention) et, de l'autre, une sécession du monde d'en haut, sécession qui va bien au-delà de l'analyse de Christopher Lasch sur les élites. Je parle plutôt d'un monde « d'en haut », retranché dans ses métropoles citadelles et qui ne communique plus avec « l'extérieur ». Dès lors que les deux mondes ne se parlent pas, il ne peut y avoir une influence de l'un ou de l'autre. C'est ce qui permet de comprendre ce que l'on appelle aujourd'hui « le populisme ». Que font les populistes ? Ils ne cessent de s'adapter à la demande.



Christophe GUILLUY

Géographe de profession, Christophe Guilluy est consultant. Depuis plusieurs années, il analyse les logiques territoriales en France à partir d'une réflexion sur les territoires qui s'affranchit des typologies traditionnelles « urbain-périurbain-rural ». Cette réflexion l'a conduit à forger la notion de « France périphérique » à partir de laquelle il produit une analyse de la répartition dans l'espace des classes populaires, quel que soit le type de territoire où elles résident. Dernier ouvrage paru, *No Society. La fin de la classe moyenne occidentale*, 2018, Paris, Flammarion, 240 p.

L'exemple du parcours politique d'un Matteo Salvini en Italie est, à cet égard, tout à fait frappant. À l'origine il fait un passage par le communisme, devient libéral acharné, reaganien, puis sécessionniste appelant à la partition de la nation italienne pour se débarrasser de l'Italie du Sud : il est maintenant étatiste, nationaliste, partisan d'un État fort, de la protection des services publics et favorable à une politique de redistribution. Ce que l'on n'arrive pas à comprendre face à ce type de parcours c'est que l'on n'a pas affaire à de purs idéologues mais à des politiques purs, c'est-à-dire des gens qui s'adaptent à une demande et tentent d'y apporter des réponses. Ce qui en soi ça n'a rien de scandaleux. Plutôt que de déplorer l'avancée des populistes, élus de droite ou de gauche devraient commencer par se donner l'objectif d'aller vers le peuple. C'est, ou en tout cas ce devrait être, la base en démocratie. Le niveau politique doit tenir compte du mouvement réel de la société. Celui-ci est le fait des « petites gens ». Il ne s'agit pas de mythifier le peuple, mais simplement de constater que les catégories populaires représentent encore la majorité de la société et, surtout, qu'elles sont porteuses de valeurs collectives. Dans les débats habituels sur les modèles d'intégration qui se déroulent autour de la laïcité ou de la place de l'Islam, la question première qu'il conviendrait de se poser est « comment imposer un modèle si l'on ne se préoccupe pas d'abord des gens qui vont le faire vivre » ? Que faisait l'immigré qui arrivait en France dans les vagues des années 1960-1970 ? Il ne s'assimilait pas à travers une vision abstraite du modèle français (la laïcité, les lumières, la révolution...). Il regardait son voisin, ouvrier, employé comme lui, avec ses enfants à l'école, à la fac, et il souhaitait pouvoir bénéficier du même mode de vie, de le faire sien. C'est comme cela que fonctionne l'assimilation. C'était également le cas aux États-Unis. C'est l'ouvrier américain qui, le premier, portait l'*american way of life*.

Les catégories populaires ont constitué l'acteur principal de la structuration des sociétés occidentales. Or, depuis une trentaine d'années, cet acteur est frappé de plein fouet par la mondialisation économique et en est devenu le grand perdant. Pire, il a été relégué culturellement par les élites de son propre pays, frappé d'ostracisme par les milieux politiques, les médias, les universités, souvent d'ailleurs du fait de personnalités issues traditionnellement de la gauche (cf. les « déplorables » d'Hilary Clinton). Pourtant,

Le capital social et culturel des ouvriers et salariés, ne réside pas dans le rapport à l'argent, mais dans la volonté de se protéger par le lien social, à travers le partage de valeurs communes. Ce capital-là est en train d'exploser, pour les catégories populaires des territoires périphériques comme pour celles des banlieues.

historiquement, la gauche se définit par le mouvement vers les ouvriers, vers le peuple. La gauche sans le peuple n'existe pas. Mais, aujourd'hui elle cherche à s'adresser à des fractions particulières de la population, les minorités de toutes sortes dans l'idée fantasmatique qu'elles vont venir remplacer le peuple « ancien ». C'est une erreur stratégique monumentale. L'idée que, par exemple, les minorités ethniques vont rejoindre naturellement les partis de gauche est un leurre absolu. Cela a pu être vrai dans les années 1980 qui ont connu une plus grande adhésion au discours de la gauche des populations des banlieues issues de l'immigration maghrébine mais, aujourd'hui, ce cycle est terminé. Le capital social et culturel des ouvriers et salariés, ne réside pas dans le rapport à l'argent, mais dans la volonté de se protéger par le lien social, à travers le partage de valeurs communes. Ce capital-là est en train d'exploser, pour les catégories populaires des territoires périphériques comme pour celles des banlieues. Il n'est plus protégé aujourd'hui, dans les discours comme dans l'action, par les mouvements politiques de gauche piégés par une stratégie suicidaire. La seule solution serait un retour au peuple, ce qui implique en premier lieu d'entendre et d'assumer

la demande de celui-ci. Cette demande c'est l'intégration économique, ce qui signifie pouvoir vivre de son travail (et non pas d'un revenu universel), mais aussi la protection de son capital culturel, ce qui passe par la régulation des flux migratoires. Il y a de nombreuses personnalités à gauche qui sont prêtes à porter ces thématiques comme l'a montré Bernie Sanders aux États-Unis.

Mais que pensez-vous de l'analyse selon laquelle l'évolution mondiale va vers un rétrécissement de la classe ouvrière, sur la base d'une raréfaction du travail qui redistribue complètement les cartes avec la montée de nouvelles catégories sociales, mieux intégrées culturellement et totalement en phase avec l'émergence d'une « société numérique » ?

Sauf que cela ne s'est pas produit. Il y a effectivement moins d'ouvriers, mais davantage d'employés et de professions dites « intermédiaires » mais de plus en plus précarisées et fragilisées. On est en présence d'un monde d'en bas très divers socialement, composé encore d'ouvriers, de paysans, de petits employés mais aussi de cadres B et C de la fonction publique qui ont tous en commun, d'une part, la même difficulté à boucler les fins de mois et, d'autre part, la confrontation concrète, dans leur vie quotidienne,

à la question de l'altérité culturelle. Ils constituent encore la majorité de la population active. Si l'on y ajoute les jeunes et les retraités issus de ces catégories, c'est bien à la grande masse de la population que l'on a affaire. La vieille idée, car c'en est une, elle date des années 1970, selon laquelle ces catégories vont disparaître et que va advenir un nouveau monde constitué d'intellectuels et de cadres est fautive. Rien de cela n'a eu lieu. Lorsque j'ai parlé de la France périphérique c'était pour signifier clairement qu'il ne s'agissait pas du village gaulois en voie de disparition. Il s'agit avant tout d'une France diverse dans ses modes d'occupation des territoires, diverse socialement mais aussi culturellement. Elle est composée également d'immigrés, il ne s'agit pas de la « France blanche ». L'une des manières de décrédibiliser les concepts c'est de les ethniciser. Il ne faut pas tomber dans ce piège. Lorsque l'on aborde la question très sensible des flux migratoires, il faut toujours rappeler que la demande de régulation émane de tous les milieux populaires, quelles que soient les origines de ceux qui en font partie. C'est pourquoi je n'aime pas l'emploi du terme « petit blanc » dont il ne faut pas oublier qu'il a été inventé par la grande bourgeoisie américaine pour dénigrer les gens issus du peuple. Dans cette France, résident également les « petits juifs » et les « petits musulmans ». Dans les milieux populaires, les différentes catégories qui les constituent aspirent toutes à la tranquillité, demandent de la sécurité mais aussi de la « sécurité culturelle ». En banlieue, les habitants qui sont en majorité issus de l'immigration sont les premiers à demander un arrêt de l'immigration parce qu'ils en ont assez de voir l'endroit où ils vivent transformé en sas permanent qui n'a pas vocation, selon eux, à être le seul contraint d'accueillir toute la misère du monde. Cette demande de régulation est d'ailleurs universelle. Dans un monde aujourd'hui à plus de huit milliards d'habitants, dix milliards demain, on ne peut plus penser la question des flux migratoires dans les mêmes termes qu'hier. La régulation va s'imposer partout. Elle peut se faire de plusieurs façons selon les caractéristiques de chaque pays ; « à la danoise », de manière douce mais déterminée (« Un Danemark sans sociétés parallèles : plus de ghettos en 2030 ») : mise en place d'un programme avec

22 mesures), ou bien « à l'algérienne » ou encore « à la marocaine ». Le souhait majoritairement exprimé est celui d'être tranquille chez soi, ce qui ne signifie pas le refus d'accueillir, mais simplement le désir de ne pas devenir minoritaire. Cette question du seuil de passage au sein d'une population donnée, du moment où une majorité peut se transformer en minorité, est une question fondamentale. Elle est à l'origine du concept d'insécurité culturelle que j'avais développé au départ à propos du logement social pour expliquer qu'à partir d'un certain seuil de nouvelles arrivées, les populations sur place vont chercher à déménager. Il s'agissait de comprendre pourquoi, dans certaines cités d'Ile-de-France, on assistait à une montée des demandes d'attributions de nouveaux logements, y compris dans les cités épargnées par le trafic et la délinquance au quotidien. La raison profonde résidait dans les changements de populations, avec toujours la même motivation, ne pas se retrouver minoritaire dans son propre quartier. C'est un sujet à caractère universel qui ne peut être abordé à partir d'une posture morale opposant les racistes aux victimes du racisme.

La stigmatisation des « petits blancs », ou autres, permet avant tout de délégitimer leur diagnostic. C'est ce qu'ont fait toutes les intelligentsias occidentales depuis 30 ans, suivies par tous les grands partis, de droite comme de gauche, lesquels sont d'ailleurs, et pour cette raison-là, en train de disparaître sur la scène européenne. Cette posture morale tue le système politique occidental avec un gros risque à la clé. Pour le moment, il y a une montée de populistes « soft », qui agissent dans le cadre démocratique existant, mais pour combien de temps ? En Suède où l'extrême droite a fait un score important aux dernières élections, j'ai assisté récemment à une manifestation de néo-nazis à Stockholm. Dès lors qu'est délégitimé le diagnostic de la majorité, se pose une grave question démocratique. Néanmoins, il n'y a qu'une toute petite partie du monde où les élites vont à l'encontre de la demande populaire, c'est l'Europe de l'Ouest. Cette situation ne pourra pas perdurer, ce qui représente un espoir. À terme, le « monde d'en haut » devra enfin prendre en compte la société réelle et n'aura d'autre choix que de réintégrer le « monde d'en bas » ■

Bibliographie

1990, *Atlas des fractures françaises : les fractures françaises dans la recomposition sociale et territoriale*, Paris, Éditions L'Harmattan, 146 p.

2006, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Paris, Éditions Autrement, 70 p.

2010, *Fractures françaises*, Paris, Éditions François Bourin, 196 p.

2015, *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 185 p.

2016, *Le Crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Flammarion, 272 p.

2018, *No Society. La fin de la classe moyenne occidentale*, Paris, Flammarion, 240 p.